



Global Coalition to **Protect**
Education from Attack

Protéger l'éducation contre les attaques dans le contexte du changement climatique



Après qu'une inondation a gravement endommagé leur école primaire à Allah Dina Channa, dans le Baloutchistan, au Pakistan, en septembre 2022, de jeunes élèves se rassemblent dans un centre d'apprentissage temporaire (*Temporary Learning Center, TLC*) soutenu par l'UNICEF. ©ECW, 2022.

Novembre 2024

Remerciements

Ce document d'information a été rédigé par Marika Tsolakis, consultante pour la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), avec le soutien du Secrétariat de la GCPEA. La GCPEA remercie les membres du personnel des organisations internationales et les autres experts qui ont partagé leurs idées pour ce document.

GCPEA est une coalition d'organisations comprenant : Save the Children, Amnesty International, la Fondation Education Above All (EAA), Human Rights Watch, Plan International, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La GCPEA est un projet du Tides Center, une organisation à but non lucratif 501(c)(3).

Ce document d'information est indépendant des organisations membres individuelles du Comité directeur de la GCPEA et ne reflète pas nécessairement les points de vue des organisations membres du Comité directeur.

La GCPEA tient à exprimer sa profonde gratitude pour le soutien généreux apporté par Education Cannot Wait et à remercier l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID) pour son soutien à la production et à la traduction de ce document.



The Global Fund for Education
in Emergencies and Protracted Crises

Introduction

En 2022 et 2023, la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) a recensé environ 6 000 attaques contre l'éducation ou cas d'utilisation militaire d'établissements scolaires dans 28 pays. Ces incidents ont endommagé, détruit ou forcé la fermeture d'écoles et d'universités, et ont directement porté préjudice à plus de 10 000 élèves et enseignants.¹

Un grand nombre d'enfants, de jeunes et d'éducateurs touchés par ces attaques ont rencontré des obstacles pour un apprentissage en toute sécurité, en plus de la guerre. En 2022 et 2023, plus des deux tiers des pays touchés par des conflits et ayant subi des attaques contre l'éducation étaient également exposés à un **risque extrêmement élevé de dangers climatiques et environnementaux pour les enfants**, selon l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) de l'UNICEF.²

Tout comme les attaques contre l'éducation, les événements climatiques à évolution lente ou soudaine ont endommagé, détruit ou fermé des établissements d'enseignement et infligé des dommages physiques et mentaux aux élèves et aux enseignants ces dernières années.³ Par exemple, au Soudan, après l'éclatement du conflit en 2023, les écoles ont fermé dans tout le pays et des centaines d'établissements d'enseignement ont été endommagés, selon l'ONU.⁴ Puis, un an plus tard, en juin 2024, les inondations ont endommagé des dizaines d'écoles et perturbé l'apprentissage de plus de 23 000 enfants qui venaient de reprendre les cours.⁵ Confrontés à de multiples aléas, les communautés et les systèmes éducatifs sont moins capables d'absorber les chocs, ce qui entrave la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage, en particulier dans les contextes fragiles.

Ce document d'information soutient qu'il est essentiel de prendre en compte **les risques et les impacts du changement climatique dans tout effort visant à prévenir, atténuer ou répondre aux attaques contre l'éducation**. Face à ces crises convergentes, les États devraient agir de toute urgence pour protéger l'éducation dans le contexte du changement climatique. Le nombre de situations d'urgence complexes et l'ampleur des besoins humanitaires augmentent, une tendance qui va probablement se poursuivre avec la hausse des températures mondiales et les conflits prolongés.⁶ Le taux croissant d'attaques contre l'éducation – **une augmentation de 20 %** en 2022-2023 par rapport à la période 2020-2021 – n'est qu'une indication de la nécessité croissante d'agir.⁷

Résumé des principales conclusions

- Certaines attaques contre l'éducation peuvent être liées au climat, comme le pillage des cantines scolaires, les attaques contre les écoles utilisées comme abris temporaires en cas de catastrophe et les risques accrus de déplacement d'explosifs à proximité des écoles après les inondations.
- Les inondations, les tempêtes tropicales et la chaleur extrême sont les risques induits par le climat qui affectent le plus souvent les pays qui subissent des attaques contre l'éducation.
- Les communautés scolaires subissent des impacts similaires de ces crises convergentes, notamment des fermetures d'écoles, des dommages et des destructions d'établissements d'enseignement, ainsi que des dommages mentaux et physiques ; les filles et les personnes handicapées sont touchées de manière spécifique par les deux types de dangers, notamment du fait qu'elles ont moins de chances d'accéder à l'éducation après une attaque ou un événement climatique.

- Il existe de bonnes pratiques pour répondre à la fois aux attaques contre l'éducation et à la crise climatique, notamment :
 - ▶ La mise en œuvre et le suivi de politiques et de plans exhaustifs de sécurité scolaire ;
 - ▶ Les efforts de collecte de données qui mesurent l'impact et l'incidence des attaques contre l'éducation et du climat ;
 - ▶ La construction ou la réparation des espaces d'apprentissage pour résister à la fois aux aléas climatiques et aux conflits ;
 - ▶ Le renforcement des lois et des normes internationales pour protéger l'éducation dans le contexte du changement climatique.

Liens entre le changement climatique et les attaques contre l'éducation

Si les liens entre le changement climatique, les conflits armés et le droit à l'éducation sont largement reconnus,⁸ il est souvent difficile d'établir un lien de cause à effet entre un événement climatique et une attaque spécifique contre l'éducation, ou un cas d'utilisation militaire d'une école ou d'une université. D'une part, différents pays et régions sont confrontés à différents types de violence armée et de risques naturels, qui varient également dans le temps. D'autre part, les rapports sur les attaques contre l'éducation omettent souvent suffisamment de détails pour établir une causalité ou un motif.

Malgré ces défis, la GCPEA a identifié certaines relations préliminaires entre les attaques contre l'éducation et les risques induits par le climat, notamment :

Attaques contre les cantines scolaires : Dans les zones de conflit et sujettes aux catastrophes, les programmes d'alimentation scolaire sont parmi les moyens les plus efficaces pour que les enfants continuent d'apprendre.⁹ Cela est particulièrement vrai lorsque la sécheresse ou d'autres événements météorologiques ont accru l'insécurité alimentaire et la pénurie de ressources, comme au Sahel.¹⁰ Alors que ces programmes fournissent une assistance essentielle aux enfants, la GCPEA a constaté que certains magasins d'alimentation scolaire ont été la cible d'attaques. Des groupes armés ont pillé à plusieurs reprises des cantines scolaires au Burkina Faso et au Mali en 2022 et 2023,¹¹ et des incidents similaires ont été signalés au Niger en 2019 et 2020.¹²

Attaques liées aux écoles utilisées comme abris temporaires : Les déplacements de population dus aux événements climatiques sont également devenus de plus en plus fréquents, notamment dans les zones touchées par les conflits, selon l'Observatoire des déplacements internes.¹³ Lors des déplacements liés à la fois au climat et aux conflits, les écoles sont souvent utilisées pour abriter les personnes déplacées, et des preuves récentes indiquent un risque accru d'attaque lorsque les écoles sont utilisées comme abris temporaires pour les civils déplacés. Par exemple, aux Philippines, l'ONU a constaté qu'un groupe armé avait attaqué une école qui abritait des personnes déplacées à l'intérieur du pays fuyant les inondations en 2021 ; le groupe ciblait les forces de sécurité de l'État impliquées dans les opérations de secours en cas de catastrophe.¹⁴ La même année, l'ONU a observé 13 cas dans lesquels des groupes armés ont interféré avec les forces de sécurité de l'État lors d'interventions en cas de catastrophe aux Philippines.¹⁵

Augmentation des risques liés aux armes explosives : La GCPEA a constaté que des armes explosives étaient impliquées dans au moins un tiers de toutes les attaques signalées contre l'éducation en 2022 et 2023. Il s'agissait notamment d'engins explosifs improvisés, de mines terrestres ou de munitions non explosées à proximité des écoles ou le long des itinéraires scolaires.¹⁶ Lorsque des inondations se produisent dans des zones de conflit actuelles ou passées, les explosifs peuvent se déplacer, comme cela a été récemment documenté au Yémen et en Libye.¹⁷ Cela augmente les risques pour les enfants et les éducateurs, notamment en rapprochant ces armes des établissements d'enseignement.¹⁸ La possibilité que des explosifs endommagent des bâtiments scolaires, ou bien tuent ou mutilent des élèves ainsi que des éducateurs, est accrue après une inondation, même des années et des décennies après la fin d'une guerre. Les armes explosives entraînent également des conséquences directes et indirectes sur l'environnement, et les États devraient prendre des mesures pour réduire ces impacts sur l'air, l'eau et le sol.¹⁹

Impacts convergents du changement climatique et des attaques contre l'éducation

Un grand nombre de contextes sont confrontés à la fois au changement climatique et aux attaques contre l'éducation

Il existe un grand nombre de données sur les impacts des conflits et du changement climatique sur l'éducation, qui soulignent l'ampleur et la convergence de ces phénomènes. Une compréhension et une cartographie des événements climatiques par rapport aux modèles d'attaques contre l'éducation peuvent mieux éclairer l'anticipation, la prévention et des réponses durables et sûres. Une meilleure compréhension de ces impacts peut également aider la société civile à demander des comptes aux États quant à leurs obligations au regard du droit international.

D'une part, les faits montrent que les pays touchés par des conflits et **impactés par des attaques contre l'éducation sont extrêmement vulnérables aux risques climatiques**. Plus des deux tiers des 28 pays présentés dans le rapport L'éducation prise pour cible 2024 de la GCPEA ont été considérés par l'UNICEF comme présentant un niveau très élevé de risque climatique et environnemental pour les enfants.²⁰ De même, sur les 35 pays les plus vulnérables et les moins préparés au changement climatique selon l'indice Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN), 16 ont été présentés dans L'éducation prise pour cible 2024.²¹ En 2023, l'International Rescue Committee (IRC) a identifié 16 pays à l'épicentre de crises climatiques et de conflits, qui ont tous été présentés dans le rapport 2024 de la GCPEA.²²

Dans les pays touchés par des conflits qui ont connu des attaques contre l'éducation en 2022 et 2023, les **inondations**, les **tempêtes tropicales**, la **chaleur extrême** et la **sécheresse** ont été les risques liés au climat les plus courants.²³ Des inondations se sont produites dans des régions où la GCPEA a récemment enregistré des attaques contre l'éducation, notamment en **Afghanistan**, au **Cameroun**, en **Éthiopie**, en **République démocratique du Congo (RDC)**, en **Libye**, au **Mali**, au **Niger**, au **Nigéria**, au **Sud-Soudan** et au **Soudan**.²⁴ Ailleurs, des cyclones tropicaux et des tempêtes ont frappé des zones d'Afrique de l'Est et d'Asie touchées par des attaques, comme le **Mozambique** et les **Philippines**.²⁵ La chaleur extrême et la sécheresse ont également perturbé l'apprentissage dans des pays touchés par des attaques contre l'éducation, par exemple en **Somalie**, au **Pakistan** et aux **Philippines** ; au **Sud-Soudan**, au moins un mois d'enseignement a été perdu à l'échelle nationale en 2024 à cause de la chaleur.²⁶ Ces types de risques climatiques devraient augmenter, les pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud étant censés subir les changements les plus graves.²⁷

Dans plusieurs contextes, les données mettent en évidence ces impacts convergents et leur potentiel à entraver l'accès à une éducation sûre et à empêcher une réponse efficace. Par exemple, au premier semestre 2024, le Cluster Éducation de la **RDC** a signalé que plus de 1 500 écoles ont été fermées, affectant près de 600 000 enfants ; parmi ces écoles, 10 % ont été détruites en raison de catastrophes naturelles, 6 % ont été occupées par des groupes armés et plus de 60 % ont été fermées en raison d'attaques et de conflits généraux.²⁸ En **Afrique de l'Ouest et Centrale**, l'UNICEF a signalé que 39 % des enfants ont connu des températures de 36°C (95°F) ou plus pendant au moins un tiers de l'année, menaçant la santé des enseignants et des enfants et perturbant l'apprentissage.²⁹ Cependant, un grand nombre d'enfants de la région n'ont pas pu aller à l'école du tout, avec plus de 14 000 écoles fermées en raison de l'insécurité, affectant 2,8 millions d'élèves.³⁰

Les communautés subissent des impacts similaires du changement climatique et des attaques contre l'éducation

La convergence croissante des attaques contre l'éducation et des événements climatiques entraîne des conséquences désastreuses pour l'éducation, d'autant plus que ces dangers causent des dommages similaires à l'éducation. Ces conséquences comprennent : les dommages ou la destruction des écoles et du matériel pédagogique, le déplacement des élèves et des enseignants, des jours d'apprentissage perdus, la réduction des mécanismes d'adaptation des familles, les répercussions sur la santé mentale et physique et la perte de vies humaines.³¹

Dans les deux types de crises, les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée ; par exemple, les filles sont plus susceptibles d'être déscolarisées pour des raisons de santé ou de sécurité, ou bien en raison des répercussions économiques sur les familles, ce qui entrave leur capacité à payer les frais de scolarité et conduit à donner la priorité aux garçons.³² Les enfants handicapés sont également différemment touchés par les catastrophes et les conflits, en particulier dans les situations de déplacement forcé. Par exemple, certains enfants handicapés peuvent être confrontés à des contraintes physiques pour fuir, et dans les sites de déplacement, les écoles temporaires sont souvent moins accessibles ou manquent d'enseignants formés aux techniques d'inclusion.³³

Ces exemples montrent les effets cumulatifs sur l'éducation et les défis en matière de prévention, d'atténuation et de réponse lors de crises complexes. Les pays luttant pour répondre aux effets dévastateurs sur l'éducation provoqués à la fois par les conflits armés et par le climat verront leurs capacités diminuer pour ce qui est d'absorber les chocs. Cela comprend une capacité affaiblie des prestataires de services éducatifs à poursuivre les services et à permettre aux enfants d'aller à l'école, de progresser et d'apprendre. Dans les zones de conflit, des structures de gouvernance plus faibles peuvent être moins en mesure de fournir une alerte ou une réponse rapides, en particulier aux communautés marginalisées.

Reconnaître et comprendre ces tendances et leur chevauchement avec les attaques contre l'éducation peut éclairer de meilleures réponses et accroître l'urgence d'agir pour s'attaquer aux causes profondes. Cela peut également accroître l'efficacité et l'efficacé, dans la mesure où un grand nombre d'enfants subiront les impacts de ces événements de la même manière et nécessiteront des types d'interventions similaires. De telles interventions doivent être développées dans une perspective de genre, tout en étant inclusives, sensibles au handicap et respectueuses du principe de ne pas nuire, afin d'éviter la stigmatisation et un stress négatif supplémentaire. Elles devraient répondre aux besoins des enfants de manière holistique, incluant leurs besoins en matière d'éducation, de santé socio-émotionnelle, physique et mentale.³⁴

Protéger l'éducation contre les attaques dans le contexte du changement climatique

Les mesures visant à anticiper, prévenir et répondre aux attaques contre l'éducation doivent tenir compte du climat et favoriser la sécurité globale des écoles. Il existe un grand nombre d'outils et de stratégies, s'appuyant sur la planification de l'éducation sensible aux crises,³⁵ le **Cadre exhaustif de sécurité des écoles** (CSSF) dirigé par l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES)³⁶, et les **Normes minimales** du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence (INEE), édition 2024.³⁷

La **Déclaration sur la sécurité dans les écoles**, un engagement politique intergouvernemental approuvé par 120 États,³⁸ promeut une approche exhaustive de la protection de l'éducation dans les situations de conflit qui aide les États à remplir leurs obligations au regard du droit international, notamment dans le contexte du changement climatique. La Déclaration est spécifiquement mentionnée dans le Cadre exhaustif de sécurité des écoles (CSSF) comme l'un des cadres fondamentaux pour faire face aux effets cumulés du changement climatique, des conflits armés et d'autres dangers.

Fondamentalement, la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles repose sur une approche intersectorielle impliquant les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les communautés touchées.³⁹ Ces mêmes acteurs peuvent intégrer la réduction des risques des conflits, du changement climatique et de catastrophe dans le renforcement du système éducatif et les initiatives intersectorielles. Un grand nombre d'actions déjà entreprises pour soutenir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles comportent un aspect sensible au climat, ou peuvent facilement contribuer à la protection des écoles contre les attaques et aussi les dangers liés au climat. **Compte tenu des ressources limitées consacrées à l'éducation en situation d'urgence,**⁴⁰ **les approches qui répondent à des crises multiples offrent une meilleure valeur et un potentiel d'impact plus élevé.**

Que peut-on faire ?

Des exemples d'efforts visant à sauvegarder l'éducation grâce à des approches globales abordant à la fois les attaques contre l'éducation et les risques liés au climat sont détaillés ci-dessous, organisés dans le cadre des engagements de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Recueillir des données fiables et pertinentes

Les données sur l'ampleur et l'impact des attaques contre l'éducation et les aléas climatiques sont importantes pour la prévention, l'atténuation et la réponse. Lorsque plusieurs crises frappent la même zone, des données mettant en évidence les différentes causes de dommages ou de destruction d'écoles ou de fermeture d'établissements scolaires sont nécessaires pour évaluer où et comment construire ou reconstruire des écoles. Ces données peuvent également éclairer l'accès humanitaire, si par exemple des inondations endommagent des routes utilisées pour répondre à une attaque.

Certaines organisations rendent régulièrement compte de ces types d'impacts, comme le Cluster Éducation de la **RDC**, qui détaille les différentes raisons liées au climat et aux conflits pour les dommages et la destruction des écoles, comme mentionné ci-dessus.⁴¹ De même, le Cluster Éducation **Éthiopie** fournit des données sur le type et l'étendue des dommages, ainsi que sur le

nombre d'élèves touchés à la fois par les attaques contre l'éducation et par différents événements météorologiques dans différentes régions du pays.⁴²

Souvent, les données sur l'impact d'une crise sont collectées dans les semaines ou les mois qui suivent un événement au moyen d'une évaluation des besoins ou d'une enquête. Cependant, les **données en temps réel sur les incidents au niveau communautaire** concernant des dangers et impacts multiples peuvent favoriser une réponse plus rapide, ainsi que des efforts de prévention et d'atténuation dans les zones environnantes. Au **Nigéria**, le secteur de l'éducation a déployé un Outil de surveillance des incidents en ligne dans les États du nord-est en 2023.⁴³ L'outil, hébergé sur Kobo, capture des informations sur les événements qui perturbent l'éducation ou affectent la sécurité, à savoir les inondations, les sécheresses et les tempêtes de vent, ainsi que les pillages, l'utilisation militaire ou les attaques contre les écoles, la violence contre les enseignants et les élèves, et l'utilisation des écoles comme abris pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour développer cet outil, le Groupe de travail sur l'éducation en situations d'urgence a réuni des partenaires de l'éducation ainsi que le Groupe de travail sur le handicap.⁴⁴

Mettre en œuvre des approches de l'éducation tenant compte des conflits

L'éducation tenant compte des conflits et des crises est essentielle à la consolidation de la paix dans les contextes touchés par les conflits et vulnérables aux risques climatiques. Les ministères et les organisations multilatérales et de la société civile peuvent garantir que l'éducation adaptée aux crises soit résiliente tant aux chocs climatiques qu'à ceux liés aux conflits.

L'un des moyens d'y parvenir est de mettre en place une planification sectorielle sensible aux crises, qui comprenne des analyses, des politiques, des plans et des cadres sectoriels de l'éducation abordant les risques d'attaques contre l'éducation et aussi des changements climatiques.⁴⁵ Lorsque cela est possible et approprié, la planification doit inclure une analyse conjointe des risques afin de mieux analyser les effets cumulés de crises multiples. Voici quelques exemples :

- Au **Burkina Faso**, le gouvernement a intégré la réduction des risques de conflit et de catastrophe dans son plan sectoriel de l'éducation décennal (2012-2021).⁴⁶ Ce processus de planification a eu lieu après les inondations et les troubles politiques, mais avant les conflits armés actuels. Le plan a établi des structures intersectorielles, telles qu'un comité pour l'éducation en situations d'urgence et un dialogue entre le ministère de l'Éducation et la Commission nationale d'aide d'urgence et de réhabilitation.⁴⁷ Plus récemment, le Secrétariat technique pour l'éducation en situations d'urgence du Burkina Faso a publié des rapports mensuels sur les fermetures d'écoles, qui faisaient état à la fois de l'insécurité, des conflits et des catastrophes naturelles.⁴⁸
- L'Analyse du secteur de l'éducation de la **Somalie** de 2022 fournit des informations détaillées sur le climat, les conflits et la fragilité, le contexte politique et la COVID-19, et inclut explicitement les risques d'attaques contre l'éducation.⁴⁹
- Au **Pakistan**, pays qui a connu un grand nombre d'attaques contre l'éducation ainsi que des inondations et des sécheresses dévastatrices, le Cadre de sécurité scolaire de 2017 mentionne explicitement à la fois les attaques contre l'éducation et les événements climatiques ayant un impact sur les infrastructures et les systèmes scolaires. Le cadre comprend des suggestions d'interventions, des étapes de planification et de mise en œuvre de plans de sécurité scolaire, ainsi que des lignes directrices pour le suivi et l'évaluation du niveau local au niveau national.⁵⁰

- En 2021, le ministère fédéral de l'Éducation du **Nigeria** (FME) a publié des Normes minimales pour la sécurité dans les écoles qui intègrent la Déclaration sur la sécurité dans les écoles dans une approche commune pour la sécurité dans les écoles qui aborde les conflits armés, les risques naturels ainsi que les dangers et la violence quotidiens. Consultez l'encadré ci-dessous pour plus de détails.⁵¹

Les gouvernements et les organisations qui ont pris des mesures pour adopter des politiques globales de sécurité dans les écoles sont également encouragés à partager leurs bonnes pratiques via GADRRRES, notamment via son Enquête sur les politiques CSS.⁵²

Normes minimales pour des écoles sûres au Nigéria : Faire face aux risques liés aux attaques contre l'éducation

Au Nigéria, le gouvernement fédéral a adopté la [Politique nationale sur la sûreté, la sécurité et la violence dans les écoles](#) (NPSSVSF) en 2021. Cette politique adopte une approche holistique de la sûreté et de la sécurité, en mettant fortement l'accent sur les attaques contre l'éducation et les risques liés au climat. Pour guider sa mise en œuvre, 17 États ont créé des Comités directeurs et rédigé des plans de mise en œuvre chiffrés en fonction des besoins, du contexte et du budget.

Les [Normes minimales pour des écoles sûres](#) (MSSS) déclinent la NPSSVSF en 21 normes réparties dans six domaines de résultats : systèmes scolaires solides, violence contre les enfants, catastrophes naturelles, conflits, dangers quotidiens et infrastructures scolaires sûres. L'UNICEF a aidé le ministère fédéral de l'Éducation à mesurer la mise en œuvre de ces normes en élaborant un outil de suivi et en menant une enquête pilote sur la mise en œuvre au niveau scolaire dans dix États du nord-ouest et du nord-est du Nigéria en 2023.

Les [résultats de l'enquête de 2023](#) ont montré qu'un grand nombre d'écoles ont du mal à assurer la sécurité des élèves et des enseignants. Par exemple, un tiers des écoles ont déclaré avoir mis en place des mesures pour empêcher l'utilisation militaire, et moins de la moitié ont déclaré être en mesure de maintenir l'apprentissage pendant les conflits. Un grand nombre d'écoles ont indiqué avoir besoin de renforcer davantage leurs bâtiments et leurs portails, ce qui améliorera la résilience aux événements liés au climat et aux conflits.

S'appuyant sur une série de rapports, de notes d'information et de cartes scolaires au niveau de l'État, les résultats ont fourni des preuves pour accélérer la mise en œuvre exhaustive des MSSS. Par exemple, un peu plus d'un tiers des écoles ont déclaré disposer d'un système d'alerte précoce. Aujourd'hui, le gouvernement et ses partenaires en sont aux phases initiales de conception de systèmes d'alerte précoce dans les écoles qui communiqueront et coordonneront autour des risques et des dangers liés aux conflits et aux catastrophes naturelles.

Parmi les actions supplémentaires qui ont été guidées par les résultats de l'étude, on peut citer:

- Le gouvernement fédéral du Nigéria et l'UNICEF ont élaboré du matériel de sensibilisation en anglais, en igbo, en yoruba et en haoussa pour améliorer la compréhension de la sécurité scolaire exhaustive parmi les élèves et parmi les enseignants.

- Le Groupe de travail technique national sur l'éducation au changement climatique, coprésidé par le FME et l'UNICEF, a soutenu le développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage sur le changement climatique, qui ont été distribués aux écoles du nord du Nigéria pour appuyer l'action climatique menée par les jeunes.
- Les comités de gestion des écoles ont été formés à la sécurité des écoles avec une approche globale incluant la préparation aux attaques contre l'éducation et aux dangers liés au climat.
- Les résultats du projet pilote ont été partagés lors de séminaires nationaux et étatiques sur la sécurité scolaire pour galvaniser davantage l'action des gouvernements au niveau fédéral, étatique et local, des acteurs scolaires ainsi que des partenaires de développement.

Les approches exhaustives visant à garantir la sécurité dans les écoles sont en outre soutenues par le dialogue politique et le plaidoyer au niveau fédéral. Par exemple, le Comité interministériel pour la sécurité dans les écoles assure la coordination et le dialogue sur la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et comprend des représentants du ministère de l'Éducation et de l'Agence nationale de gestion des urgences qui supervise les secours en cas de catastrophe. Il s'agit d'une pratique prometteuse pour des réponses exhaustives aux conflits et aux crises climatiques dans le domaine de l'éducation.

Pour en savoir plus, consultez :

- [Normes minimales pour des écoles sûres](#)
- [Normes minimales pour des écoles sûres au Nigéria : rapport de suivi juillet-décembre 2023](#)
- [État de mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles \(DSE\) au Sahel, en RDC et au Nigéria](#)
- [Sauvegarde de l'éducation : Contextes politiques et de données pour la protection de l'éducation contre les attaques au Nigéria](#)
- [Politique nationale sur la sûreté, la sécurité et les écoles sans violence avec ses lignes directrices de mise en œuvre](#)

Chercher à assurer la continuité de l'éducation pendant les conflits armés

Les efforts visant à assurer la continuité de l'éducation peuvent adopter des approches tenant compte du climat. Par exemple, les dommages et la destruction des établissements d'enseignement, ou le déplacement des enseignants et des élèves sont des conséquences courantes des attaques contre l'éducation. Les réponses peuvent consister à construire des espaces d'apprentissage temporaires (Temporary learning spaces, TLS) ou à réparer les écoles. Au **Tchad**, des centaines de milliers d'enfants d'âge scolaire ont fui la violence au Soudan ; en réponse, au moins 100 TLS ont été érigés depuis avril 2023.⁵³ Cependant, l'est du Tchad est sujet aux inondations, aux vents extrêmes et aux températures élevées, et les TLS construits à partir de tentes ou de bâches ne résistent pas aux facteurs environnementaux rigoureux et ne disposent pas d'une ventilation appropriée. Pour remédier à ce problème, le Groupe de travail pour l'éducation des réfugiés au Tchad a validé et adopté un modèle de TLS adapté au climat, semi-durable et adapté aux matériaux locaux.⁵⁴

Il existe également des orientations sur la meilleure façon d'orienter et de construire les écoles et les TLS en tenant compte des défis climatiques, notamment un Compendium de l'UNICEF pour la conception des TLS⁵⁵ et la Bibliothèque mondiale des infrastructures scolaires de la Banque mondiale.⁵⁶ De plus, l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO a développé des outils et des méthodes pour soutenir la sélection des emplacements scolaires les moins exposés aux risques en cartographiant les données géospatiales, climatiques et de conflit par rapport aux cartes scolaires, afin d'éclairer la planification par les ministères de l'Éducation et les partenaires.⁵⁷

En outre, les Évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) aident les gouvernements et les partenaires à comprendre et à planifier les dommages, les pertes et les besoins après une catastrophe. Au **Laos**, les inondations de 2018 ont touché la majeure partie du pays et endommagé plus de 220 écoles, selon une PDNA menée par le gouvernement.⁵⁸ Étant donné qu'environ 30 % des terres du Laos restent contaminées par des munitions non explosées (UXO) provenant des bombardements des années 1960 et 1970,⁵⁹ la PDNA a soigneusement cartographié et évalué le risque de déplacement d'UXO en raison des inondations, notamment à proximité des écoles, et a recommandé l'inspection et le déminage approprié des écoles avant les réparations ou la reconstruction.⁶⁰ Une éducation complète aux risques liés aux mines au Laos a également sensibilisé les élèves à identifier et éviter les UXO.⁶¹

Se réunir pour examiner la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et soutenir les efforts de l'ONU

En adhérant à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, les États s'engagent à coopérer avec l'ONU pour protéger l'éducation en période de conflit armé. Cela devrait inclure la mise en œuvre effective des recommandations et des orientations de l'ONU relatives à la protection de l'éducation contre les attaques dans le contexte du changement climatique.

Voici quelques exemples de lois et de normes internationales qui abordent ces crises :

- **Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies** a élaboré des orientations faisant autorité qui offrent des possibilités de plaidoyer et d'action sur la question des écoles prises pour cible alors qu'elles sont utilisées comme abris pour les personnes déplacées ou dans le cadre d'autres interventions d'urgence. L'Observation générale n°26 (2023) sur les droits de l'enfant et l'environnement, qui met l'accent sur le changement climatique, affirme que « *lorsqu'ils répondent à des situations d'urgence causées par des phénomènes météorologiques violents dans des zones déjà touchées par un conflit armé, les États devraient veiller à ce que les écoles ne deviennent pas la cible d'activités de groupes armés.* »⁶² Dans la même Observation générale, le Comité a également déclaré que « *la dégradation de l'environnement augmente le risque pour les enfants d'être confrontés à de graves violations de leurs droits dans les conflits armés en raison des déplacements, de la famine et de la violence accrue.* »
- **La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'éducation** a évoqué l'adaptabilité des systèmes éducatifs en fonction des flux migratoires et de réfugiés, des conflits, des catastrophes environnementales et du changement climatique, tout en appelant les États à approuver la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.⁶³

En outre, les réunions internationales et régionales visant à examiner et à partager les bonnes pratiques peuvent promouvoir une action axée sur le climat. Par exemple, en octobre 2024, le

gouvernement espagnol, en collaboration avec la GCPEA, le GADRRRES, l'INEE et le Groupe de travail régional sur l'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a organisé un atelier sur la sécurité dans les écoles dans le but de faire progresser la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et du Cadre stratégique pour la sécurité dans les écoles (CSSF).

Dans la région des Caraïbes, trois Forums ministériels sur la sécurité scolaire ont eu lieu depuis 2017, le plus récent en 2022 ayant donné lieu à la Déclaration de Sint Maarten sur la sécurité scolaire. Cette déclaration reconnaît la nécessité de renforcer la résilience des écoles aux risques et à la violence liés au climat grâce à des approches harmonisées. Il est important de noter que le processus s'est appuyé sur les voix des enfants et des jeunes et a également appelé à la mise en place de structures nationales, notamment de points focaux au niveau des écoles.⁶⁴ Bien que la plupart des pays des Caraïbes n'aient pas connu d'attaques contre l'éducation, beaucoup sont signataires de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Lors de la COP28, Education Cannot Wait (ECW) a organisé des événements axés sur l'impact sur l'éducation des déplacements de population induits par le changement climatique. Ces sessions ont abordé la manière dont les chocs climatiques perturbent l'éducation et ont discuté d'approches innovantes pour garantir l'accès à l'éducation dans les situations de crise induites par le changement climatique, notamment les conflits.

Recommandations

De nombreux États, leurs partenaires et les communautés ont pris des mesures importantes pour rendre les écoles plus sûres et plus résilientes face aux conflits et aux risques liés au climat, notamment en mettant en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Cependant, des mesures urgentes sont nécessaires pour mettre fin aux attaques contre l'éducation et aux conséquences dévastatrices du changement climatique et des conflits armés.

Les réunions mondiales, notamment la Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), sont des occasions pour les décideurs de prendre des engagements sur le changement climatique et les conflits.⁶⁵ Les actions recommandées ci-dessous ciblent les États, les donateurs et les acteurs humanitaires et du développement en amont de la COP29, et soutiennent également les progrès vers les Objectifs de développement durable, le Pacte pour l'avenir, la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et d'autres engagements visant à garantir une éducation sûre aux enfants, aux jeunes et aux éducateurs touchés par les crises.

Dans le cadre de leurs efforts visant à garantir une éducation sûre et inclusive pour tous et à répondre aux impacts convergents du changement climatique et des attaques contre l'éducation, les États devraient :

- Prendre des mesures urgentes pour atténuer le changement climatique afin de remplir leurs obligations au regard du droit international et de renforcer la protection de l'éducation dans les conflits armés.
- Approuver, mettre en œuvre et soutenir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles d'une manière qui tienne compte des questions de genre et du climat, afin de garantir que tous les élèves et tous les éducateurs puissent apprendre et enseigner en toute sécurité.
- Approuver le Cadre global de sécurité scolaire pour renforcer la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles dans le cadre d'une approche tous risques et sensible au climat.

- Coopérer et investir dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix pour atténuer les dommages environnementaux qui pourraient résulter des conflits armés, notamment en approuvant la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées.
- Participer à la cinquième Conférence internationale sur la sécurité dans les écoles en 2025 et impliquer les agences de Réduction des risques de catastrophe (RRC) et les agences environnementales parmi les délégations pour renforcer la sécurité globale des écoles.

Pour aider les gouvernements à protéger l'éducation dans le contexte du changement climatique, les bailleurs de fonds devraient :

- Donner la priorité aux investissements qui renforcent la résilience des systèmes éducatifs face aux risques multiples, notamment le changement climatique et les conflits.
- Fournir des ressources et faciliter un échange intergouvernemental et intersectoriel robuste de bonnes pratiques et de leçons apprises en matière de protection de l'éducation contre les attaques et d'amélioration de la résilience aux chocs climatiques.
- S'engager en faveur de solutions d'adaptation climatique à long terme qui répondent aux dangers et aux risques sous-jacents et renforcent la résilience des communautés et des systèmes éducatifs confrontés à des crises multiples.
- Financer la recherche sur la relation entre les attaques contre l'éducation et le climat.

Pour mieux planifier et répondre aux attaques en tenant compte du climat, les gouvernements et leurs partenaires devraient :

- Veiller à ce que les comités techniques et les organismes chargés de superviser la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles comprennent des représentants des agences responsables de la RRC ou de l'environnement.
- Lorsque les pays ont adopté à la fois le Cadre global pour la sécurité des écoles et la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, adopter des approches harmonisées et holistiques pour leur mise en œuvre et pour renforcer la résilience des écoles.
- Lorsque des comités de RRC existent, veillez à ce que des représentants du secteur de l'éducation y soient inclus.
- Veiller à ce que les plans, les politiques et les analyses en matière d'éducation utilisent des approches multirisques qui abordent conjointement les attaques contre l'éducation, le climat et d'autres dangers. Partager les pratiques prometteuses dans ces efforts, notamment par le biais de l'Enquête globale sur la politique de sécurité dans les écoles.
- Élaborer, financer, mettre en œuvre et surveiller des politiques de sécurité scolaire et des plans d'urgence sensibles au climat qui tiennent compte des risques posés par le changement climatique et les attaques contre l'éducation, conformément au Cadre global de sécurité scolaire et à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.
- Recueillir et communiquer des données fiables sur les impacts du changement climatique et des attaques contre l'éducation sur les infrastructures scolaires, les élèves et les enseignants, et promouvoir l'analyse et l'utilisation conjointes des données.
- Adopter des mesures adaptées et tenant compte du climat lors de la réparation ou de la reconstruction d'écoles ou d'universités, de la construction d'espaces d'apprentissage

temporaires ou de toute autre allocation de ressources éducatives en réponse aux attaques contre l'éducation.

- Renforcer les systèmes d'alerte précoce et les mesures d'anticipation pour inclure les événements climatiques et les attaques contre l'éducation, et garantir leur capacité à communiquer les risques et les menaces pertinents aux écoles et aux organismes d'intervention.

Pour renforcer les synergies entre les attaques contre l'éducation et la RRC, les gouvernements et leurs partenaires devraient :

- Évaluer les risques liés aux conflits associés à l'utilisation des écoles comme abris dans le cadre des secours en cas de catastrophe, et assurer leur protection pendant et après une intervention. Identifier des solutions alternatives aux abris qui protègent les écoles et permettent aux enfants de poursuivre leur éducation. Établir des lignes directrices pour garantir l'utilisation sûre des écoles comme abris après une crise, qui prennent en compte à la fois les risques climatiques et les risques de conflit.
- Veiller à ce que les évaluations des besoins après la catastrophe prennent en compte les informations sur les attaques contre l'éducation, le cas échéant, notamment les UXO provenant de conflits passés.
- Aborder les causes des conflits, notamment les catastrophes naturelles, dans le cadre de programmes et de cursus d'éducation tenant compte des conflits et du climat.

<p align="center">Approches et ressources suggérées pour une mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles tenant compte du climat</p>		
<p>Engagement de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles</p>	<p>Approches tenant compte du Climat pour protéger l'éducation</p>	<p>Outils pratiques et ressources</p>
<p>Utiliser les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire</p>	<p>En cas d'utilisation militaire, éliminer toute trace ou indication de militarisation pouvant entraîner des conséquences aiguës ou à long terme sur l'environnement, notamment les armes explosives, et veiller à ce que toute réparation du bâtiment ou de ses environs tienne compte des risques climatiques tels que les inondations.</p> <p>Approuver et mettre en œuvre la déclaration EWIPA parallèlement à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.</p>	<p>Action on Armed Violence. Environment and explosive violence library.</p> <p>UNDRR. Environmental Degradation from Conflict.</p> <p>UNODA. Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées</p>
<p>Recueillir des données</p>	<p>Recueillir et communiquer des données sur l'incidence et les impacts des attaques contre l'éducation et des données sur les événements induits par le climat.</p>	<p>GCPEA. Kit pratique pour collecter et analyser les données sur les attaques contre l'éducation.</p> <p>Nigeria EiEWG. Incident Monitoring Tool.</p>

<p>Apporter une assistance aux victimes</p>	<p>Veiller à ce que l'aide aux victimes soit appropriée, centrée sur l'équité et adaptée aux contextes climatiques.</p> <p>Évaluer les obstacles liés au climat au moment de l'apport d'une assistance aux victimes.</p> <p>Identifier les opportunités de faire progresser la justice environnementale et climatique pour les communautés marginalisées dans le cadre des réponses aux attaques contre l'éducation.</p>	<p>Population Council. Learning to Adapt: The vital role of education and gender equity in climate justice</p> <p>UN Women. Feminist Climate Action: A Framework for action.</p> <p>UNDP. Le changement climatique est une question de justice – voici pourquoi</p>
<p>Approches sensibles aux conflits pour assurer la continuité de l'éducation pendant les conflits armés</p>	<p>Étudier les facteurs de conflit, notamment les catastrophes naturelles, dans le cadre d'une éducation sensible aux conflits.</p> <p>Adapter les espaces d'apprentissage temporaires aux risques climatiques et réparer et reconstruire les écoles en tenant compte des risques climatiques.</p> <p>Assurer une analyse et une action conjointes pour les risques liés aux attaques contre l'éducation et le climat dans le cadre des analyses, des politiques et des plans scolaires ou sectoriels.</p> <p>Utiliser les ressources communautaires pour développer, adapter et dispenser une éducation incluant la réduction des risques de catastrophe et l'atténuation des conflits.</p> <p>Mesurer les risques liés aux UXO à proximité des écoles dans le cadre des évaluations des besoins post-catastrophe.</p>	<p>Asia Pacific Coalition for School Safety. Limiting and planning for schools as temporary evacuation centres in emergencies.</p> <p>Hub mondial de Genève pour l'ESU. Éducation dans les situations d'urgence et la planification adaptée aux crises.</p> <p>GADRRRES. Comprehensive School Safety Policy Survey.</p> <p>GADRRRES. Comprehensive School Safety Framework Operational Guidance Catalogue.</p> <p>GCPEA. Identifying and Reducing Risks Related to Attacks on Education.</p> <p>Global Education Cluster. Guidance on Coordinated Anticipatory Action in Education.</p> <p>Global Education Cluster. Preparedness Toolkit for Education Clusters and Child Protection Working Groups.</p> <p>INEE. Normes minimales de l'INEE pour l'éducation, édition 2024.</p> <p>IASC. Climate Crisis Roadmap.</p> <p>Save the Children. Safe Schools Common Approach. Collection of Tools.</p> <p>UNESCO IIEP. Multi-criteria decision analysis for site classification.</p> <p>UNESCO et EAA. Safeguarding education: policy and data landscapes for the protection of education from attack.</p> <p>UNESCO IIEP. Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation.</p> <p>UNICEF. Recommandations relatives à la prise en compte des risques dans les programmes.</p>

<p>Soutenir les efforts de l'ONU</p>	<p>Mettre en œuvre les orientations et recommandations pertinentes de l'ONU sur la protection de l'éducation en période de conflit, en adoptant une approche sensible au climat.</p> <p>Participer à des activités de plaidoyer et de soutien auprès de divers organes et forums de l'ONU, notamment le Conseil de sécurité et la COP, pour renforcer les liens entre les attaques contre l'éducation et le changement climatique et faire progresser les normes internationales en la matière.</p> <p>Organiser des discussions au sein des Groupes d'amis concernés et des groupes centraux d'États (c'est-à-dire SSD, éducation, CAAC) et sur le climat, la paix et la sécurité, et favoriser d'autres liens intersectoriels.</p>	<p>Comité international de la Croix Rouge. Guidelines on protection of natural environment in armed conflict.</p> <p>Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés. Climate Insecurity Impacts on Children and Armed Conflict.</p> <p>Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant Observation générale no 26 (2023) sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique.</p> <p>UNEP. Resources on climate, peace and security.</p> <p>Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'éducation. Le droit à l'éducation dans les situations d'urgence et Garantir le droit à l'éducation : progrès et difficultés majeures.</p> <p>Rapport de la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit humain à un environnement propre, sain et durable. Aperçu de la mise en œuvre du droit humain à un environnement propre, sain et durable.</p>
<p>Se réunir régulièrement afin d'examiner la mise en œuvre de la Déclaration et des lignes directrices</p>	<p>Impliquer les organismes gouvernementaux responsables de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe dans les réunions.</p> <p>Plaider pour la protection de l'éducation dans d'autres forums de coordination de l'éducation et dans les processus multisectoriels d'atténuation des risques (CADRI, mesures anticipatoires et financement basé sur les prévisions).</p>	<p>NewClimate Institute. Climate Policy Database.</p> <p>UNICEF. Towards Climate Resilient Education Systems: A Tool for Reflection, Dialogue and Progress Assessment for Ministries of Education and its Partners.</p>

Notes

1. Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), en français Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, *Education under Attack 2024 (L'éducation prise pour cible 2024)*, p. 11, [lien](#).
2. UNICEF, *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant. Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants*, New York : UNICEF, 2021, [lien](#), pp. 13-14.
3. Nordic Consulting Group, *The intersection between climate change and education: Mapping and analysis of the evidence base, 2024*, [lien](#).
4. « A Glimmer of Hope Comes to Red Sea State, Sudan », communiqué de presse de l'UNICEF, 16 septembre 2024, [lien](#).
5. OCHA, « Sudan: Humanitarian impact of heavy rains and flooding Flash Update No. 03 », 25 août 2025, [lien](#).
6. OCHA, « The spiraling climate crisis is intensifying needs and vulnerabilities », dans *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2024*, [lien](#). Voir également le [Rapport 2023](#) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'[Indice mondial de la paix 2024](#).
7. Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), *L'éducation prise pour cible 2024*, p. 11, [lien](#).
8. Nations Unies, « Projet de principes sur la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés », Soumis à la Commission du droit international 2022, [lien](#). Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, « Observation générale no 26 (2023) sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique », CRC/C/GC/26. 22 août 2023. UNICEF, *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant. Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants*, New York : UNICEF, 2021, [lien](#).
9. Par exemple : « How school feeding is keeping children in classes in disaster and conflict-affected areas in Mozambique », communiqué de presse du Programme alimentaire mondial (PAM), 1^{er} octobre 2021, [lien](#) ; « Losing out on school: how conflict and hunger rob children of their futures », WFP Stories, 23 septembre 2024, [lien](#).
10. PAM, Urgence : Sahel, [lien](#), (consulté le 17 octobre 2024).
11. Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), *L'éducation prise pour cible 2024*, pp. 63-64, [lien](#).
12. GCPEA, *L'éducation prise pour cible 2020*, Chapitre Niger, [lien](#). Autres données enregistrées.
13. Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement 2024*, (Genève : Norwegian Refugee Council et IDMC, 2024), [lien](#).
14. Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, *Climate Insecurity Impacts on Children and Armed Conflict* (New York : 2023), pp. 25-26, [lien](#).
15. Idem p. 25
16. Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), *L'éducation prise pour cible 2024*, p. 11, [lien](#).
17. Save the Children, *Watching our Every Step: The Deadly Legacy of Explosive Ordnance for Children in Yemen*, 2023, [lien](#). Kim Makhlouf, « After Libya flood, unexploded weapons pose new risk », Al Jazeera. 21 septembre 2023, [lien](#).
18. Save the Children, *Watching our Every Step: The Deadly Legacy of Explosive Ordnance for Children in Yemen*, 2023, [lien](#).
19. Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, « Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées », 2022, [lien](#).
20. UNICEF, *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant. Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants*, New York : UNICEF, 2021, p. 13, [lien](#).
21. Notre Dame Global Adaptation Initiative, 2022 Index, [lien](#).
22. International Rescue Committee, « Climate Action for the Epicenter of Crisis: How COP28 Can Address the Injustices Facing Conflict-Affected Communities », 2023, [lien](#) (les pays concernés étaient : la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Mali, l'Afghanistan, la Somalie, le Yémen, le Niger, l'Éthiopie, le Burkina Faso, le Myanmar, le Soudan du Sud, la Syrie, le Nigéria, le Mozambique et le Cameroun).
23. Par exemple, en Afrique subsaharienne, où se trouvaient plus de la moitié des pays fortement touchés par les attaques en 2022-2023, les inondations sont en augmentation, selon les [analyses de la Banque mondiale](#).
24. Voir : [Cameroun](#), [Ethiopie](#), [Niger](#), [Mali](#), [Nigeria](#), et Libye.
25. Voir : [Mozambique](#), [Philippines](#)
26. Voir : [Somalie](#), [Sud Soudan](#), [Philippines](#), et [Pakistan](#).
27. Commission européenne : Recherche commune, *INFORM Climate Change Quantifying the impacts of climate and socio-economic trends on the risk of future humanitarian crises and disasters*, Office des publications de l'Union européenne, 2022, [lien](#).
28. Cluster Éducation RDC, « Plaidoyer pour la libération et désengorgement des écoles occupées », juillet 2024, [lien](#).
29. UNICEF, « Almost half a billion children live in areas experiencing at least twice as many extremely hot days as their grandparents », communiqué de presse de l'UNICEF, 14 août 2024, [lien](#).
30. Groupe de travail sur l'éducation en situations d'urgence en Afrique de l'Ouest et du Centre, « Education under Attack in West and Central Africa 2024 Update », 10 septembre 2024, [lien](#).

31. Nordic Consulting Group, *The intersection between climate change and education: Mapping and analysis of the evidence base*, 2024, [lien](#).
32. Khandaker, K., Catterson, K., Bruce, E.J., « Climate Change and Girls' Educational Barriers, Gender Norms and Pathways to Resilience », *Real Choices Real Lives Series*, Plan International, 2023, [lien](#). GCPEA, « C'est très pénible d'en parler » : *Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles*, GCPEA, 2019, [lien](#).
33. HCR, « Disability, Displacement and Climate Change », avril 2021, [lien](#). Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, *Towards Greater Inclusion: A Discussion Paper on the CAAC Mandate and Children with Disabilities in Armed Conflict*, (New York : 2023), [lien](#).
34. Informations reçues d'un correspondant d'une ONG le 7 octobre 2024.
35. UNESCO IIEP, « Integrating conflict and disaster risk reduction into education sector planning: guidance notes for educational planners », 2011, [lien](#).
36. GADRRRES, « Comprehensive School Safety Framework », 2022, [lien](#).
37. INEE, Normes minimales, édition 2024, [lien](#).
38. Liste des États signataires [Endorsement – Safe Schools Declaration \(protectingeducation.org\)](#) à octobre 2024.
39. Toure, Mariam, « État de mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles au Sahel, en RDC et au Nigéria », Plan International, Save the Children Mali, Save the Children Niger, 2024, [lien](#).
40. Petra Heusser, Damian Lilly et Margot Thierry, « Financing for education in crisis: Where do we stand? », Global Partnership for Education Blog, 18 juillet 2024, [lien](#)
41. Cluster Éducation RDC ; UNICEF, « Écoles Attaquées/Détruites - Mise à jour mois de Mai - Juin 2022 », 7 août 2022, [lien](#).
42. Cluster Éducation RDC Éthiopie. Quarterly Newsletter #4 | Jan 2023. [Link](#).
43. Découvrez les données [ici](#). Voir également : [IMT Protocol on Incident Monitoring Tool](#).
44. Informations reçues d'un correspondant de l'ONU.
45. Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence (Hub ESU), « Education in Emergencies and Crisis-Sensitive Planning », 2024, [lien](#). UNESCO IIEP, « Integrating conflict and disaster risk reduction into education sector planning: guidance notes for educational planners », 2011, [lien](#).
46. Ministère de l'Éducation du Burkina Faso, « Programme de développement stratégique de l'éducation de base PDSEB période : 2012 – 2021 », 2012, [lien](#).
47. Leonora MacEwen et Chloé Chimier. Burkina Faso: integrating conflict and disaster risk reduction into an education sector plan, IIEP et UNESCO, (Paris: 2016), [lien](#).
48. Voir par exemple : « Burkina Faso : Rapport statistique mensuel de données de l'ESU », 31 janvier 2024, [lien](#).
49. Gouvernement fédéral de la Somalie, « Education Sector Analysis. Assessing opportunities for rebuilding the country through education », 2022, [lien](#).
50. Autorité nationale de gestion des catastrophes du gouvernement du Pakistan, « Pakistan School Safety Framework », 2017, [lien](#).
51. Ministère fédéral de l'éducation du Nigéria, « Minimum Standards for Safe Schools », 2021, [lien](#).
52. Voir GADRRRES [CSS Policy Survey](#).
53. UNICEF, « Chad Humanitarian Situation Report No. 3 End-of-Year 2023 », 1^{er} février 2024, [lien](#).
54. Informations reçues d'un correspondant d'une ONGI, août 2024.
55. UNICEF, « Compendium Temporary Learning Spaces (TLS) Design and practice in emergencies », 2011, [lien](#).
56. Banque mondiale, Bibliothèque mondiale des infrastructures scolaires, « Global Program for Safer Schools (GPSS) », [lien](#).
57. Mesa, G., Sheldon, A. et Gagnon, A. « Multi-criteria decision analysis for site classification: Assessing natural hazard risks for planning the location of educational facilities », Note technique UNESCO IIEP, 2024, [lien](#)
58. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao, « Post-Disaster Needs Assessment, 2018 Floods », [lien](#).
59. The HALO Trust, « Laos profile », [lien](#).
60. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao, « Post-Disaster Needs Assessment, 2018 Floods », [lien](#).
61. World Education Laos, « Mine Risk Education », [lien](#).
62. Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, « Observation générale no 26 (2023) sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique », CRC/C/GC/26. 22 août 2023, [lien](#).
63. « Garantir le droit à l'éducation : progrès et difficultés majeures », Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, Farida Shaheed, A/HRC/53/27, 17 mai 2023, [lien](#).
64. « Sint Maarten Declaration on School Safety in the Caribbean », 30 juin 2022, [lien](#).
65. Voir par exemple [COP28 Declaration On Climate, Relief, Recovery And Peace](#) et COP27 Presidency initiative « Climate Responses for Sustaining Peace (CRSP) » sets roadmap for implementation.



Global Coalition to **Protect**
Education from Attack

Pour les questions des médias : email media@protectingeducation.org

Pour d'autres questions : email gcpea@protectingeducation.org

Global Coalition to Protect Education from Attack

Secrétariat

350 Fifth Avenue, 34th Floor

New York, NY 10118-3299

 [@GCPEAtweets](https://twitter.com/GCPEAtweets)

 [@Global Coalition to Protect Education from Attack](https://www.linkedin.com/company/global-coalition-to-protect-education-from-attack)